

Candidature ECoD (FR)

Titre

Bruxelles doit être DemoCrazy ! Renforcer la démocratie dans la ville la plus cosmopolite d'Europe.

Accroche

Dans un monde en mutation, où les forces autoritaires gagnent du terrain et où l'insatisfaction face à la représentation démocratique s'accroît, nous devons faire preuve de courage – oui, même d'un peu de folie – pour défendre et renforcer les valeurs démocratiques. Eh oui, Bruxelles est folle de démocratie ! En mettant l'accent sur les espaces partagés, la représentation équitable, la transparence et l'inclusivité, la ville la plus **cosmopolite** d'Europe devient un laboratoire vivant de résilience démocratique, assumant pleinement son rôle de véritable capitale du monde libre.

Résumé

Dans le contexte incertain et en constante évolution d'aujourd'hui, il semble presque « fou » de défendre avec force les valeurs démocratiques. Et vous savez quoi ? Peut-être le sommes-nous, car nous sommes passionnés de démocratie ! Bruxelles veut montrer à l'Europe que la capitale européenne défend sans compromis les idéaux démocratiques.

Notre mission est claire : élargir notre rôle de défenseur de la liberté, en commençant par nos quartiers, nos rues et nos habitants. En tant que ville « minorité-majorité », Bruxelles est connue pour son énergie créative et ses structures complexes, mais aussi pour des défis sociaux profonds : forte demande en logement, soins de santé et bien-être, espace limité et besoins en constante évolution. Bruxelles est également l'une des villes les plus linguistiquement **cosmopolite** d'Europe. Nous encourageons cette diversité et veillons à une communication claire, accessible et inclusive.

Une nouvelle plateforme numérique recueillera des contributions représentatives et améliorera les analyses, afin que les retours ne soient pas perdus. Une communication publique accessible et inclusive est indispensable pour une démocratie locale dynamique. C'est pourquoi nous avons choisi le titre « Brussels must be DemoCrazy » : ludique, universel et percutant, grâce à une communication simple et attrayante.

Les contraintes budgétaires exigent de l'innovation. Outre les outils traditionnels, nous avons créé un nouveau plan de participation : Fix, Flex, Reflex.

- Fix renforce les conseils de quartier,
- Flex propose une participation temporaire et ponctuelle,
- Reflex stimule l'ouverture d'esprit des décideurs.

Cette nouvelle culture circule de l'hôtel de Ville vers les rues, entre les habitants au niveau local, et des rues vers l'hôtel de Ville. Elle fait appel aux citoyens pour qu'ils prennent des initiatives.

L'espace est précieux. Les écoles, centres culturels, installations sportives et même les lieux temporaires doivent être partagés et transformés en espaces communs. Ce sont des gestes démocratiques qui privilégient la connexion plutôt que la fragmentation. Il en va de même pour l'espace public. Notre approche de cocréation pour des projets tels que le Boulevard Bockstael implique les habitants comme jurés à part entière, garantissant ainsi un sentiment d'appropriation dès le départ.

Des budgets limités renforcent notre volonté de solutions intelligentes et ciblées. De petites initiatives sur mesure peuvent avoir un impact considérable. Bruxelles s'engage à devenir climatiquement neutre

d'ici 2040. La durabilité exige une implication collective. Grâce à des processus participatifs et à un nouveau Conseil du Climat, nous renouvelons notre engagement : les solutions climatiques doivent inclure la citoyenneté.

Notre Plan Climat, élaboré avec 700 habitants, comprend des projets ambitieux tels que des investissements communs pour réduire les risques d'inondation. La participation citoyenne compte surtout lorsque les idées se traduisent en changements concrets.

Les contraintes budgétaires nous poussent à innover intelligemment. La diversité exige une meilleure écoute, le multilinguisme impose une communication plus claire. L'énergie de notre ville exige flexibilité et réactivité. Contrairement à la politique nationale éloignée, la gouvernance urbaine est directe et personnelle. Elle restaure la confiance par la transparence et la responsabilité partagée.

C'est ainsi que nous prouvons que la démocratie fonctionne. Il faut être un peu fou pour y croire. Eh oui, nous le sommes.

Ambitions démocratiques

Le 6 mai 2010, l'ancien vice-président américain Joe Biden déclarait, dans l'hémicycle du Parlement européen, que Bruxelles avait une « revendication légitime » au titre de capitale du monde libre. Son message était clair : l'Amérique recherchait un partenariat solide avec l'Europe pour la défense des valeurs démocratiques.

Quinze ans plus tard, dans un monde marqué par l'incertitude et des changements rapides, nous devons affronter une vérité désenchantée : les principes démocratiques s'érodent, même dans des lieux où nous nous sentions autrefois en sécurité. Les démocraties européennes se trouvent à un carrefour. Les tensions géopolitiques, le recul démocratique, la polarisation croissante et une profonde crise de confiance entre citoyens et représentants montrent que nos systèmes démocratiques, jadis protégés, sont désormais sous pression.

Même dans nos villes, la confiance envers les institutions publiques diminue et les citoyens se sentent de moins en moins liés aux décisions qui influencent leur vie quotidienne. Dans ce contexte fragile, les villes doivent se lever en tant que gardiennes résilientes et réactives de la démocratie.

Historiquement, les villes ont été des foyers d'aspirations démocratiques, des phares de liberté et des moteurs de l'engagement citoyen. En tant que capitale de l'Europe, Bruxelles assume cette responsabilité. Notre ambition ne se limite pas à défendre les valeurs démocratiques : nous voulons les renouveler, en positionnant Bruxelles comme un laboratoire de démocratie et un terrain d'expérimentation pour des cadres innovants.

Bruxelles est la ville la plus cosmopolite du continent. Trois quarts de nos habitants ont des origines non belges. Le multilinguisme et la diversité culturelle imprègnent la vie quotidienne. Cela fait de Bruxelles un environnement idéal pour tester l'innovation démocratique et la participation citoyenne.

Notre ambition démocratique repose sur une conviction claire : la démocratie doit être constamment renouvelée, élargie et partagée. En collaboration avec la Région bruxelloise, nous travaillons sur des expérimentations démocratiques telles que les commissions délibératives au Parlement régional, les assemblées citoyennes pour le climat, les conseils de quartier, les contrats de rénovation urbaine avec les habitants et les espaces partagés.

En créant davantage d'opportunités pour les citoyens de délibérer et de contribuer à l'aménagement de leur cadre de vie, nous construisons une ville plus équitable, plus résiliente et plus prospère. Stimuler la citoyenneté active signifie diversifier les formes d'engagement et de responsabilité.

Bruxelles développe de nouveaux cadres, appelés Fix, Flex et Reflex, qui renforcent les compétences citoyennes, donnent plus de pouvoir aux habitants et assurent une répartition plus équitable des

responsabilités décisionnelles. Nous investissons dans des méthodologies favorisant une participation inclusive et multilingue, allant de l'information accessible et de la concertation élargie à la codécision, la co-construction et l'évaluation continue.

La participation n'est jamais une solution universelle : notre approche est adaptée aux quartiers, aux blocs d'habitation et aux publics spécifiques, tels que les jeunes. Pour eux, une priorité essentielle sera de rendre les infrastructures et espaces publics partageables. Les écoles, centres culturels, installations sportives, maisons de quartier et même les lieux temporaires offrent un potentiel considérable pour un usage multiple.

Résultats obtenus

Bruxelles a développé une solide tradition de participation citoyenne, en particulier au cours des dernières décennies. La ville, en collaboration avec la Région, a longtemps expérimenté des consultations publiques et des démarches de proximité, devenant ainsi un terrain d'essai pour les budgets participatifs, les assemblées citoyennes sur le climat et les initiatives locales.

Des mouvements tels que Picnic the Streets, qui a conduit à la création de la zone piétonne, ou Café Filtre, qui plaidait pour un air pur autour des écoles, illustrent comment l'engagement citoyen transforme les processus démocratiques. De nouvelles formes de coopération entre les communautés et les services municipaux transforment l'espace public.

La place Saint-Lambert à Laeken, autrefois abandonnée, a été réinventée par les habitants en un lieu convivial pour se rencontrer et se détendre. Après l'incendie du pavillon Omer Vanaudenhove au parc du Cinquantenaire en 2021, les habitants ont proposé sa restauration via un budget participatif, et la ville a alloué 300 000 € pour concrétiser ce projet.

Les projets de mobilité ont également bénéficié des contributions citoyennes. La nouvelle ligne de tram 10, qui relie Neder-Over-Heembeek au centre-ville en un peu plus de dix minutes, est en service depuis un an et est considérée comme un succès. Le projet a suivi des événements participatifs où les habitants étaient « aux commandes dès le départ ». Les membres des panels sont même devenus des ambassadeurs du projet, dialoguant avec leurs voisins et les commerçants.

Pour renforcer le dialogue, Bruxelles a introduit le Babbeleir, un lieu mobile de rencontre installé sur un vélo cargo. Il est désormais une présence familière dans l'espace public.

Dans la ville la plus cosmopolite d'Europe, il reste un défi de faire entendre toutes les voix. Les projets de réaménagement – qu'il s'agisse de places comme la Nouveau Marché au Grain, de parcs comme Verregat, ou de rues scolaires – partagent un objectif commun : écouter des opinions variées et répondre aux besoins là où vivent les habitants. Deux facilitateurs de quartier jouent un rôle clé en approchant activement les habitants, en établissant la confiance et en expliquant pourquoi leur contribution est importante.

Le budget participatif renforce encore la participation. Trois quartiers – Haren (8 000 habitants), Neder-Over-Heembeek (22 000) et Laeken (64 000) – ont géré ensemble 3,5 millions d'euros. Chacun peut soumettre une proposition, allant de la rénovation des aires de jeux à l'installation d'équipements sportifs ou à la création de mini-forêts. Cela donne aux habitants le pouvoir de façonner concrètement leur cadre de vie.

Aujourd'hui, Bruxelles ouvre un nouveau chapitre. Face à des contraintes budgétaires croissantes, la créativité est essentielle pour maintenir une démocratie locale vivante et inclusive. Forte des enseignements tirés, la ville développe un modèle participatif durable basé sur trois piliers : de l'hôtel de ville vers les rues, entre citoyens au niveau local, et des rues vers l'hôtel de ville.

La mission reste claire : préserver la diversité et impliquer tous les profils dans la construction de l'avenir de Bruxelles.

Défis futurs

Bruxelles, la ville la plus cosmopolite d'Europe, est confrontée à des défis démocratiques complexes et interconnectés qui exigent une démocratie locale résiliente et inclusive. L'espace est limité, les budgets sont restreints et les besoins des citoyens évoluent rapidement. Pour anticiper ces enjeux, la Ville de Bruxelles lance le plan Fix-Flex-Reflex, un cadre destiné à rendre la gouvernance plus agile, accessible et adaptée à l'avenir grâce à de nouveaux modèles participatifs et des réseaux basés sur les quartiers.

La disruption numérique et le changement climatique figurent parmi les risques à la croissance la plus rapide pour les villes du monde entier. L'intelligence artificielle et la mobilisation numérique représentent un défi pour les systèmes démocratiques, ce qui rend essentiel l'élargissement des canaux de participation numérique et la garantie que la technologie renforce le dialogue, la transparence et la prise de décision collective.

Bruxelles exploitera ces innovations pour créer une colonne vertébrale numérique intégrant des analyses pilotées par l'IA, des rapports intégrés et des outils intuitifs afin d'améliorer l'efficacité, d'assurer une implication citoyenne continue et de favoriser le partage des bâtiments et espaces publics.

La crise climatique exige une mise à jour du Plan Climat et une transition urbaine climatique-sociale équitable, donnant la priorité à ceux qui sont le plus touchés : les jeunes préoccupés par l'avenir, les nouveaux arrivants sans canaux formels et les habitants confrontés à la pauvreté ou à l'exclusion sociale. Bruxelles lancera un Conseil du Climat pour réviser le Plan Climat et réaffirmer notre engagement en faveur de la durabilité, de la justice sociale et de la résilience. Nous croyons que l'engagement collectif est la seule voie pour construire un avenir durable.

En tant que région **la plus jeune** de Belgique, Bruxelles créera également un Conseil des générations futures, afin que les jeunes puissent contribuer à la définition de la vision et des objectifs climatiques de la ville.

Bruxelles est l'une des villes les plus linguistiquement diverses d'Europe, ce qui impose une approche pragmatique des langues. Une communication claire et accessible des autorités publiques est essentielle pour la participation démocratique. Notre stratégie participative multilingue supprimera les barrières linguistiques et rendra la participation plus inclusive. Le multilinguisme est indispensable à la vie démocratique à Bruxelles. C'est pourquoi nous avons choisi le titre « Brussels must be DemoCrazy », un nom ludique, universellement reconnaissable, qui exprime accessibilité et enthousiasme tout en transcendant les barrières linguistiques.

La cocréation à Bruxelles nécessite des investissements dans une gouvernance inclusive, la transparence et des projets urbains socialement responsables. Le dialogue et la coopération sont essentiels pour combler les fractures socio-économiques. Le plus grand défi consiste à stimuler un fort réflexe participatif au sein de l'hôtel de ville tout en gérant les attentes.

Le pilier Fix ancrera une participation durable dans les quartiers grâce à une vision renouvelée des réunions locales, intégrée dans des réseaux participatifs développés de manière organique. Le pilier Reflex incarne un changement culturel au sein du collège et de l'administration, visant à partager activement la prise de décision avec les habitants de Bruxelles et à les inviter à la table de conception de la ville.

Projet – 1

Titre : « Shout Out BXL » : Cocréer ensemble le cadre culturel néerlandophone de Bruxelles.

Type : Meilleures pratiques

Durée : Ponctuel

Date de début : 01/05/2025

Date de fin : 27/11/2025

URL :

<https://www.brussel.be/nederlandstalige-cultuur>

<https://www.frederik.brussels/l/shout-out-bxl-schepen-frederik-ceulemans-vraagt-brusselaars-mee-te-bouwen-aan-cultuurbeleid-met-grote-cultuurbevraging/>

Description détaillée

Shout Out BXL est une initiative menée par l'échevin Frederik Ceulemans visant à impliquer activement les Bruxellois dans l'élaboration du nouveau cadre culturel néerlandophone de la ville. Cette politique comprend un réseau de maisons de la culture subventionnées par la Communauté flamande, des centres communautaires et des théâtres, ainsi qu'un soutien financier pour les artistes et les associations culturelles. Ce projet reflète un engagement fort en faveur d'une gouvernance participative et d'une démocratie culturelle, plaçant les voix des habitants, des artistes, des associations et des organisateurs culturels au cœur de la définition de l'avenir culturel de la ville. Bruxelles est une ville dynamique et multilingue, dotée d'une riche structure et d'une histoire culturelle. La politique culturelle doit évoluer pour répondre aux besoins et attentes changeants. Shout Out BXL a été conçu pour répondre à des questions essentielles : quelles expériences culturelles les habitants apprécient-ils le plus, comment rendre la culture plus accessible et inclusive, et quelles priorités doivent orienter les investissements dans les infrastructures et la programmation culturelles. En dialoguant directement avec la communauté, l'initiative vise à créer une politique non seulement visionnaire, mais également fondée sur des expériences et des ambitions réelles.

Le projet combine une approche personnalisée avec une implication numérique afin de toucher le plus grand nombre de voix possible. Au cœur de cette démarche se trouve le Babbeleur, un véhicule culturel mobile qui parcourt cinq lieux culturels à Bruxelles. À chaque étape, les habitants peuvent remplir l'enquête culturelle sur place, échanger sur leurs besoins et idées culturels, et découvrir les ambitions culturelles de la ville tout en donnant leur avis. Ce modèle hybride garantit l'inclusivité et comble le fossé entre la participation en ligne et le dialogue en face-à-face. Chaque interaction souligne que la politique culturelle ne se construit pas à huis clos, mais avec la communauté. Le processus participatif comprend les réponses aux enquêtes recueillies via le Babbeleur et en ligne, des séances de brainstorming sur la Plateforme Culture, un Conseil de la Culture qui soutiendra et développera durablement le réseau culturel participatif, ainsi que des sessions d'écriture collaborative où les parties prenantes affinent les idées. Ces étapes ont conduit à la définition de quatre piliers stratégiques qui orienteront la prochaine période politique. Nous construisons un Bruxelles où la culture est tangible, partagée, inclusive et adaptable. Nous créons des espaces pour la création, renforçons les liens, célébrons le patrimoine et encourageons l'innovation. Nous connectons les personnes, consolidons les réseaux, utilisons la musique comme langage universel et osons expérimenter. Ces piliers constituent notre guide pour l'avenir : une ville où la culture est vécue, partagée, portée et façonnée par tous. Le Plateforme Culture se tiendra deux fois par an comme forum ouvert pour le réseautage et l'inspiration. Cet événement est accessible à toute personne intéressée par le secteur socioculturel. Chaque édition se déroule dans un lieu unique et offre des opportunités de rencontre informelle, des mises à jour sur la politique culturelle locale et un espace pour contribuer par le dialogue. La plateforme est plus qu'un événement : c'est un carrefour de collaboration où la créativité et la gouvernance se rencontrent et où naissent de nouveaux partenariats. Shout Out BXL est un effort collectif soutenu par le Service Culture de la Ville de Bruxelles, la Commission

communautaire flamande (VGC) et des organisations culturelles locales. Le financement provient principalement de la Ville de Bruxelles et de la VGC via des fonds dédiés à la programmation culturelle néerlandophone.

Collaboration

Le projet garantit l'inclusivité en amenant le Babbeleur dans tous les quartiers bruxellois, y compris ceux qui sont moins desservis. Tous les citoyens sont invités à participer, et l'interaction cible des groupes variés, notamment les associations culturelles, les artistes et les habitants qui ne participent pas régulièrement à la vie culturelle. Cela assure que les perspectives provenant de l'ensemble de la ville soient intégrées dans la politique culturelle.

Public cible et stratégie de communication

Le projet s'adresse à tous les Bruxellois, avec une attention particulière pour les communautés néerlandophones et les organisateurs culturels. La communication se fait via des événements sur place avec le véhicule culturel, les réseaux sociaux, des newsletters et des partenariats avec des acteurs culturels locaux. Les habitants peuvent participer en visitant l'un des cinq lieux de quartier ou en remplissant le questionnaire en ligne bilingue.

Description complémentaire

Les organisations sociales (associations culturelles locales, organisations de quartier et collectifs d'artistes) ont été spécifiquement sollicitées.

Budget

- 10 000 €
- 2 000 €
- 10.000 €

Budget total : 10.000 €

Intégration dans l'Année de la Démocratie

Lors de l'Année européenne de la ville démocratique, le projet Shout Out BXL sera présenté en mettant en avant la méthodologie participative utilisée pour cocréer la politique culturelle néerlandophone de Bruxelles. Le processus – du véhicule culturel itinérant « Babbeleur », qui implique les habitants dans tous les quartiers, au questionnaire en ligne bilingue, jusqu'à l'événement final du Plateforme Culture – sera mis en lumière comme une bonne pratique de participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques.

Cette approche peut servir de modèle pour d'autres villes souhaitant impliquer leurs citoyens dans la définition des stratégies culturelles.

Dimension démocratique

Participation

Projet – 2

Titre

Bockstael Open Jury : Panel citoyen pour le réaménagement de l'avenue Émile Bockstael

Type

Bonne pratique

Durée

Ponctuel

Date de début

15/05/2025

Date de fin

01/01/2031

URL

<https://www.beliris.be/nl/nieuws/bockstaellaanambassadeurs.html>

Description détaillée

Le Bockstael Open Jury est un mécanisme innovant de gouvernance participative conçu pour la requalification de l'avenue Émile Bockstael, un axe majeur de Laeken long d'environ deux kilomètres, confronté à des défis importants en matière de mobilité, d'environnement et d'espace public. La Ville de Bruxelles souhaite transformer ce boulevard dominé par la circulation automobile en un espace urbain plus sûr, plus vert et plus inclusif.

Le projet répond à trois enjeux clés : (1) améliorer la sécurité et la mobilité en ralentissant le trafic et en améliorant les conditions pour les piétons et les cyclistes ; (2) renforcer la résilience climatique par la création de nouveaux espaces verts, d'ombre et une gestion durable des eaux pluviales ; (3) améliorer la qualité de l'espace public en créant des zones vivantes et accessibles qui soutiennent la vie commerciale locale.

Compte tenu des trois segments distincts de l'avenue, chacun doté d'une identité urbaine propre, la Ville a opté pour une stratégie de conception cohérente mais flexible. Pour garantir que la requalification réponde aux besoins réels et aux expériences vécues, la Ville a intégré un panel citoyen directement dans le jury officiel, donnant ainsi aux habitants une véritable voix aux côtés des parties prenantes institutionnelles dans la sélection de l'équipe de conception.

Étant donné que le quartier diversifié de Laeken souffre d'un manque d'espaces verts et de défis socio-économiques importants, avec un enfant sur quatre grandissant dans un ménage sans revenu professionnel, il était essentiel que ce panel reflète une diversité maximale.

Le modèle participatif repose sur une structure duale. La première composante est le Groupe des Ambassadeurs, un panel représentatif d'habitants et d'acteurs locaux qui entretiennent un dialogue approfondi avec les concepteurs tout au long du projet. Ces ambassadeurs transmettent des informations, assurent la continuité et veillent à ce que les perspectives de divers groupes démographiques, notamment les jeunes, les seniors, les familles, les personnes à mobilité réduite et les communautés sous-représentées, soient intégrées. La seconde composante est constituée des Moments d'Engagement Public, des sessions ouvertes destinées à informer, consulter et impliquer la communauté élargie aux étapes clés du processus.

La méthodologie a été développée conjointement avec la Ville de Bruxelles et Beliris. Une étude préalable a cartographié les historiques de participation, les dynamiques de quartier, les déséquilibres de pouvoir locaux et les obstacles à l'engagement. Cela comprenait des entretiens avec des partenaires institutionnels, des organisations locales, des écoles et des acteurs commerciaux. Une phase de diagnostic public a été menée avant la présentation des propositions de conception afin d'éviter toute polarisation précoce et de démontrer clairement que le processus était ouvert à la contribution des habitants.

Lors des phases préparatoire et finale de conception, les ambassadeurs ont participé à deux sessions structurées pour discuter des scénarios, tester des idées et proposer des aménagements pour des espaces publics partagés et flexibles (jardins, zones de jeux, espaces de repos). Des événements publics, tels que des ateliers interactifs World Café, des exercices Streetmix et des activités cartographiques, ont aidé les habitants à comprendre les contraintes spatiales tout en apportant des idées pertinentes.

Des outils numériques ont complété les activités physiques : des enquêtes en ligne diffusées via les canaux officiels ont permis une participation plus large, notamment pour ceux qui ne pouvaient assister aux réunions physiques. Après le dépôt des plans de permis par l'équipe de conception, la Ville a assuré la transparence par des newsletters, un forum ouvert avec le Collège (bourgmestre et échevins), des synthèses visuelles et un marché d'information optionnel présentant des panneaux illustrant le projet final.

Ce cadre participatif à plusieurs niveaux élève la requalification au rang d'expérience démocratique partagée. Il renforce la confiance, donne aux citoyens une influence réelle et garantit que le résultat final, en combinant expertise professionnelle et savoir vécu, reflète les ambitions collectives. La Bockstael Open Jury établit une nouvelle norme pour une prise de décision urbaine inclusive et démocratique à Bruxelles. Ainsi, nous voulons maintenir la diversité vivante et impliquer tous les profils dans les prochaines étapes de ce processus.

Collaboration

Le projet est conçu pour garantir l'inclusion et l'équité à chaque étape. Le Groupe des Ambassadeurs est constitué par un recrutement ciblé afin de refléter la diversité des quartiers environnants, incluant des familles, des seniors, des jeunes, des personnes à mobilité réduite, des nouveaux arrivants et des habitants souvent absents des processus participatifs classiques. Des horaires de réunion flexibles, des lieux adaptés aux enfants et un accompagnement multilingue réduisent les obstacles à la participation. Les moments de participation publique sont organisés dans des lieux accessibles au sein de la zone élargie de Bockstael, afin de garantir l'implication équitable des quartiers voisins, du centre de Laeken et des zones adjacentes. La collaboration avec des associations locales, des écoles et des organisations permet d'atteindre la « majorité silencieuse » et d'assurer l'intégration des perspectives issues de différents groupes sociaux et culturels.

Public cible & stratégie de communication

Le projet cible les habitants du quartier, les commerçants locaux, les familles, les seniors, les jeunes, les organisations de la société civile et les communautés sous-représentées. La communication est adaptée pour atteindre à la fois les habitants déjà impliqués et les groupes plus difficiles à mobiliser. Les ambassadeurs reçoivent des communications directes et participent à des ateliers structurés avec les concepteurs. Le grand public est informé via des séances d'information ouvertes, des flyers distribués dans les quartiers, des actions de proximité par l'intermédiaire d'organisations et des

publications sur les canaux officiels de la Ville. Les enquêtes en ligne permettent une participation élargie, tandis que des panneaux visuels et un marché d'information offrent des explications claires sur les choix de conception. Des outils interactifs tels que la cartographie, les jeux de rôle, les ateliers World Café et Streetmix rendent le projet accessible et compréhensible. Cette stratégie de communication garantit l'inclusion, la transparence et un dialogue continu avec toutes les parties prenantes tout au long du processus de réaménagement.

Description

Beliris, partenariat entre l'État fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, collabore avec Common Ground, un cabinet de conseil externe, et le Service Participation de la Ville de Bruxelles.

Budget

- 20 000 €
- 871 000 €
- 20.000 €

Budget total : 20.000 €

Intégration dans l'Année de la Démocratie

La méthodologie et le matériel associé peuvent être présentés en détail lors d'événements spécifiques, notamment une réunion avec le comité de pilotage et le consultant externe en participation, ainsi qu'une visite de site à Laeken en compagnie de l'échevin et/ou des ambassadeurs locaux et du service de participation de la Ville de Bruxelles.

Dimension démocratique

Participation

Projet – 3

Titre :

Vos idées, nos actions : un budget participatif pour Laeken

Type :

Meilleures pratiques

Durée :

Ponctuel

Date de début :

10/09/2023

Date de fin :

31/12/2027

URL :

<https://fairebruxellessamen.be/processes/bplaeken>

Description détaillée

Le Budget participatif de Laeken, l'un des lauréats des Innovation in Politics Awards 2025 dans la catégorie Développement local, est un mécanisme démocratique permettant aux habitants de décider directement de l'utilisation d'une partie du budget d'investissement communal. Avec une enveloppe pouvant atteindre 1,5 million d'euros, les citoyens et les associations peuvent soumettre des idées pour améliorer l'espace public, la mobilité, la culture, la propreté et la cohésion sociale. Ces idées sont analysées, transformées en projets concrets, évaluées et finalement sélectionnées par un vote public.

Un budget participatif attribue une partie des ressources publiques dont l'utilisation est déterminée par les habitants eux-mêmes. Les projets d'investissement peuvent concerner l'espace public, l'achat d'équipements ou de mobilier, des installations durables ou des infrastructures. Seules les dépenses à impact durable sont autorisées ; les campagnes de communication, les formations, les coûts opérationnels ou les salaires sont exclus.

Le processus se déroule en six phases. La première phase consiste en un appel à idées : les habitants peuvent soumettre leurs propositions dans un délai fixé. Bruxelles Participation et le conseil de quartier vérifient la conformité aux critères de recevabilité. La deuxième phase est l'examen de la recevabilité et de la faisabilité : les services compétents évaluent la faisabilité technique et juridique et estiment les coûts. Si nécessaire, les porteurs de projets peuvent être invités à affiner leurs propositions avec l'appui des services de la Ville.

La troisième phase comprend la présentation des idées sélectionnées lors du Festival des projets. La quatrième phase est la phase de vote, où les habitants choisissent leurs projets préférés. La cinquième phase concerne la décision du Collège : il valide les résultats et soumet les projets retenus au Conseil communal pour approbation. La sixième et dernière phase est la mise en œuvre : les projets sont réalisés dans un délai de trois ans par la Ville ou par des porteurs de projets, qui peuvent recevoir des subventions allant jusqu'à 20 000 €.

Pour le cycle 2023-2024, la sélection des projets est guidée par quatre piliers thématiques : Culture, Espace public, Cohésion sociale et Mobilité. Une priorité supplémentaire est accordée aux quartiers de Laeken qui n'ont pas récemment bénéficié d'investissements en rénovation urbaine. Ces thèmes ont été définis par le conseil de quartier de Laeken, composé de 17 habitants tirés au sort et de huit associations locales. Après une analyse approfondie des besoins, le conseil a fixé les priorités et joue un rôle actif dans l'évaluation des propositions.

Les habitants âgés de 16 ans et plus, ainsi que les associations, peuvent participer au processus. Les propositions doivent servir l'intérêt général, concerner la zone définie, s'inscrire dans les quatre piliers thématiques, relever des compétences de la Ville, impliquer des coûts d'investissement et être réalisables dans un délai de trois ans. Les porteurs de projets recevables bénéficient d'un accompagnement personnalisé par Bruxelles Participation, notamment pour l'estimation des coûts, la création de partenariats, la faisabilité et l'implication des habitants.

Le processus se conclut par un Festival des projets et un vote citoyen. Les projets retenus sont ensuite réalisés dans un délai de trois ans, renforçant la démocratie locale et améliorant le cadre de vie dans le quartier.

Collaboration

Le budget participatif est conçu comme un instrument inclusif et équitable permettant à tous les habitants âgés de 16 ans et plus, ainsi qu'aux associations, de participer. Les propositions doivent servir l'intérêt général et bénéficier directement aux usagers du quartier. Le conseil de quartier, composé d'habitants tirés au sort et d'associations locales, joue un rôle central pour garantir l'équité : il identifie les besoins, analyse les propositions et conseille la Ville. Un accompagnement personnalisé par Bruxelles Participation assure que les groupes disposant de moins de ressources aient accès à un soutien, à des partenariats et à une assistance technique. Une priorité est accordée aux zones de Laeken qui n'ont pas récemment bénéficié de programmes de rénovation urbaine, afin de garantir une répartition équilibrée des investissements dans le district.

Public cible & stratégie de communication

L'initiative s'adresse aux habitants de Laeken âgés de 16 ans et plus, aux collectifs de quartier et aux associations actives dans le quartier. La stratégie de communication vise l'inclusivité et une large participation, avec des informations claires sur le site web, des supports multilingues, des flyers distribués dans les quartiers, des séances d'information, des campagnes sur les réseaux sociaux et une approche ciblée via les associations locales et le conseil de quartier. Le Festival des projets et la phase de vote sont activement promus afin de stimuler une participation massive. De plus, la communication met en avant les projets précédemment réussis pour inspirer de nouvelles idées et montrer aux habitants l'impact concret de leur implication.

Description

Budget :

- Ressources humaines dans la capacité de l'administration
- 1 500.000 €
- 100.000 €

Budget total :

100.000 €

Intégration dans l'Année de la Démocratie

Le Budget participatif de Laeken peut être présenté durant l'Année de la Démocratie comme un exemple phare d'investissements pilotés par les citoyens. Les activités possibles incluent des présentations, des ateliers ou des expositions illustrant les différentes étapes du processus, depuis la soumission des idées jusqu'à la mise en œuvre.

Des vidéos, des cartes et des témoignages pourront être partagés lors des événements ECoD pour montrer comment les habitants influencent directement l'utilisation des fonds publics. La documentation sera disponible en plusieurs langues afin de créer un modèle reproductible pour d'autres villes européennes et de renforcer le rôle de Bruxelles en tant que leader de la démocratie participative.

Dimension démocratique

Communauté

Projet – 4

Titre :

MADE IN – Appel à projets citoyens : Quand les habitants façonnent l’avenir de leur quartier

Type :

Bonne pratique

Durée :

Permanent

URL :

<https://www.brussel.be/wat-een-projectoproepmade>

<https://urban.brussels/en/articles/sustainableneighbourhood-contracts-in-the-brussels-region>

Description détaillée

En collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale, la Ville de Bruxelles met en œuvre plusieurs Contrats de Quartier Durable dans des zones sous-desservies, où la participation citoyenne directe, la rénovation urbaine et les initiatives socio-économiques se rejoignent. Ces contrats constituent un instrument puissant dans le cadre des politiques urbaines et régionales, mobilisant des ressources importantes pour développer des projets à impact durable.

La rénovation des quartiers les plus vulnérables de Bruxelles commence par des initiatives urbaines participatives, opérationnelles et inclusives. Ces programmes, réalisés en étroite collaboration avec les habitants et la société civile, visent à améliorer les conditions de vie par des projets ciblés tels que la réhabilitation des espaces publics et des parcs, ainsi que la construction de logements et d’équipements collectifs. Ils incluent également un large éventail d’actions pour lutter contre l’habitat précaire et insalubre, menées par de nombreuses associations. Chaque Contrat de Quartier Durable impose la création d’une Commission de Quartier, qui contribue à définir les objectifs de chaque intervention, tant en matière de programmation que de mise en œuvre.

L’un des instruments participatifs les plus complets est « Made In ». Il offre aux habitants la possibilité de façonner l’avenir de leur quartier via des appels à projets citoyens annuels ou biennaux. Sur un cycle de 24 mois, les habitants identifient collectivement les thèmes prioritaires, soumettent des idées et sélectionnent des projets visant à renforcer la cohésion sociale, la solidarité, la culture, la durabilité et la qualité de vie. Made In est un modèle concret de démocratie directe, donnant aux habitants un véritable pouvoir décisionnel sur l’utilisation des ressources.

Le processus suit une méthodologie claire et inclusive. Les habitants, associations, écoles ou crèches peuvent soumettre des projets après une concertation préalable avec l’équipe de coordination socio-économique. Les projets doivent être non commerciaux, s’inscrire dans les thèmes prioritaires, impliquer les habitants et respecter un budget réaliste compris entre 500 et 8 000 euros. Une commission consultative composée d’habitants, de représentants de la Ville, de la Région et d’associations locales évalue la pertinence, la faisabilité, l’impact social, l’inclusivité et l’innovation. Les candidats retenus présentent leur projet oralement. Les subventions sont versées en plusieurs phases, avec une justification financière stricte, et le partage du matériel acquis est systématiquement garanti. Les projets doivent démarrer dans les six mois et nécessitent un rapport intermédiaire, un rapport final et un suivi régulier par la Ville.

Made In met également en avant la dimension humaine de la participation via la série vidéo « People at the Heart of the Project ». Un exemple emblématique est le Cinéma en plein air, une initiative menée par les habitants qui rassemble les voisins autour de projections collectives, renforce les liens intergénérationnels et célèbre la diversité culturelle. Ce modèle renforce la légitimité démocratique, soutient les talents locaux et crée un impact durable. Il est en outre entièrement reproductible dans d'autres quartiers et villes, contribuant ainsi au rôle de Bruxelles comme laboratoire européen de l'innovation démocratique.

Collaboration

Made In garantit l'inclusion et l'équité en ouvrant la participation à tous les habitants, associations, écoles et structures locales situés dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable, avec une forte mobilisation auprès des jeunes, des seniors et des minorités. Le processus exige une implication active des habitants à chaque étape : définition des thèmes, conception des projets et vote final, ce qui assure une participation représentative. Les outils de communication (flyers, réseaux sociaux, réseaux locaux) sont adaptés pour atteindre des publics diversifiés. Les zones périphériques et les associations partenaires sont systématiquement impliquées via des événements communs, des fêtes de quartier et des espaces collaboratifs favorisant les échanges au-delà des limites du projet.

Public cible & stratégie de communication

Made In cible les habitants du quartier (individuels et collectifs), les associations locales et les groupes sous-représentés tels que les jeunes, les seniors et les minorités. La communication vise à rendre la participation citoyenne visible, à mettre en avant les porteurs de projets et à positionner Bruxelles comme un centre d'innovation démocratique. Une stratégie multicanale assure une large visibilité : une identité visuelle forte (#MadeInHeliport), une page web avec des informations pratiques et des profils de projets, des réseaux sociaux avec des vidéos et des visuels, des écrans d'information locaux, des flyers et une diffusion via les organisations partenaires. Des vidéos immersives et la participation des porteurs de projets aux événements de quartier renforcent l'engagement communautaire. La visibilité est mesurée par le nombre de vues des vidéos, l'interaction sur les réseaux sociaux et la participation aux événements ECoD.

Description

Les organisations de la société civile actives dans le quartier, les associations locales et les écoles sont encouragées à participer.

Budget

Voir ci-dessus. Une fois par an pendant les cinq années de durée du programme. Basé sur les projets. CACI = 265 000 € ; Versailles = 161 000 € ; Héliport = 210 000 €.

Budget total

30 000 €

Intégration dans l'Année de la Démocratie

Made In sera mis en avant durant l'Année de la Démocratie par des présentations, des webinaires et une participation aux événements ECoD. Le processus démocratique du projet, les vidéos et les témoignages seront intégrés dans des programmes thématiques sur la participation citoyenne. Une exposition ou une projection de « People at the Heart of the Project » mettra en lumière les initiatives menées par les habitants, et les porteurs de projets seront invités à des événements consacrés à l'innovation démocratique. La documentation et les vidéos seront disponibles en plusieurs langues afin que d'autres villes européennes puissent reproduire le modèle, renforçant ainsi le rôle de Bruxelles comme leader en matière de démocratie participative.

Dimension démocratique

Émancipation

Idée de projet – 1

Titre

Évaluation participative et actualisation du Plan Climat de la Ville de Bruxelles

Défi

Avec le lancement de la première Assemblée citoyenne permanente pour le climat au monde, la Région bruxelloise souhaite impliquer structurellement les citoyens dans l'élaboration des politiques climatiques. La Ville de Bruxelles veut suivre cette voie en organisant tous les deux ans une révision collective de son Plan Climat et de sa feuille de route. La société bruxelloise est confrontée à des changements majeurs dans les décennies à venir. Pour impliquer le plus grand nombre d'habitants dans cette transition et renforcer la cohésion sociale, il est essentiel de s'attaquer aux défis climatiques urbains tels que les îlots de chaleur, la pollution de l'air, l'inefficacité énergétique et l'accès inégal aux espaces verts. Ces défis sont vécus différemment selon les quartiers et le contexte socio-économique, ce qui rend difficile pour les habitants de se sentir directement concernés par les mesures climatiques communales. Le principal problème est que les citoyens et les acteurs locaux du climat disposent actuellement de peu d'opportunités pour participer activement à l'évaluation et à la mise à jour du Plan Climat. Cela réduit leur engagement et entraîne des politiques moins adaptées aux réalités locales. Ce projet s'inscrit dans la tendance démocratique de la gouvernance participative, où citoyens, associations, experts et entrepreneurs collaborent directement à l'élaboration des politiques, intégrant ainsi des perspectives diverses dans la prise de décision.

Solution

Ce projet propose un processus participatif unique qui implique activement les citoyens et les principaux acteurs climatiques, notamment les organisations de la société civile, les scientifiques, les entrepreneurs et les représentants des quartiers, dans l'évaluation et l'actualisation du Plan Climat. Grâce à leur participation, les citoyens joueront un rôle direct dans l'évaluation des actions en cours, l'identification des lacunes et la formulation de nouvelles mesures adaptées aux besoins et priorités locales. Les habitants qui choisissent de ne pas participer manqueront l'occasion d'influencer des décisions qui affectent directement leurs quartiers et leur vie quotidienne. Près de 700 citoyens et 46 groupes de travail évalueront plus de 300 actions. Ainsi, le Plan Climat actualisé sera coconstruit et non imposé. Cette approche favorise la responsabilité partagée et une véritable implication démocratique grâce à la transparence.

Impact

Les citoyens et les acteurs climatiques participeront au projet via des entretiens, des ateliers thématiques, des groupes de discussion et des consultations en ligne. L'engagement sera particulièrement ciblé sur les quartiers sous-représentés dans les initiatives climatiques précédentes afin de garantir l'inclusivité et la diversité. Sur la base des processus participatifs antérieurs, on estime que le projet impliquera directement entre 300 et 500 participants, dont des jeunes, des représentants de la société civile et des entrepreneurs, tandis que la couverture publique et l'engagement en ligne pourraient toucher des milliers de personnes dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les données issues du premier processus participatif montrent un fort intérêt et une faisabilité avérée, puisque plus de 700 habitants ont contribué via des interviews de rue, des ateliers et des réunions de quartier, ce qui souligne le besoin clair d'une évaluation et d'une actualisation structurées du Plan Climat.

Mise en œuvre

Le projet se déroulera en plusieurs phases. Tout d'abord, des entretiens ciblés et des consultations seront organisés avec des associations, des experts, des entrepreneurs et des leaders locaux pour recueillir des retours sur le Plan Climat existant. Ensuite, des ateliers de co-conception permettront aux participants d'évaluer les actions en cours, d'identifier les lacunes et de formuler des propositions.

Enfin, des sessions publiques de validation seront organisées, avec le soutien d'outils en ligne pour élargir la participation. Le projet peut être mis en œuvre dans le cadre des budgets municipaux existants pour la participation citoyenne et les initiatives de durabilité, avec un soutien supplémentaire des organisations partenaires et des réseaux climatiques. La prochaine étape clé est la finalisation de la première évaluation, qui aboutira à une série de recommandations basées sur les contributions des citoyens. Ces recommandations seront ensuite utilisées pour mettre à jour le Plan Climat et le soumettre à la consultation publique avant son approbation formelle par le Conseil communal.

Soutien

Le projet nécessite une expertise en matière de facilitation participative et de politique climatique, des partenariats avec des organisations de la société civile, des associations locales, des scientifiques et des entrepreneurs, ainsi qu'un soutien en communication pour atteindre les habitants de tous les quartiers, groupes d'âge et communautés linguistiques. La mise en œuvre du projet sera garantie par une gestion de projet structurée, des calendriers clairs, un suivi continu et l'intégration des contributions des citoyens et des parties prenantes dans le Plan Climat actualisé, assurant ainsi une participation significative et des résultats tangibles.

Lien vidéo

Vidéo de présentation

Images

Dimension démocratique

Durabilité

Idée de projet – 2

Titre

Assemblées de quartier Bruxelles

Défi

Bruxelles a développé une solide tradition de participation citoyenne, en particulier au cours des dernières décennies, et la Ville de Bruxelles a été pionnière en matière d'engagement communautaire. Les conseils de quartier, introduits les années précédentes, étaient conçus comme des forums de dialogue entre habitants, acteurs locaux et l'hôtel de ville. Pour conserver ce rôle de précurseur et insuffler une nouvelle dynamique à cette colonne vertébrale participative, surtout en période de ressources limitées, il est nécessaire d'adapter le dispositif. Nous avons constaté qu'au fil du temps, la participation a diminué à mesure que les membres se retiraient progressivement, que les discussions devenaient répétitives et que le manque de résultats visibles rendait difficile le maintien de l'engagement. De plus, seuls quelques quartiers ont pu bénéficier de ces conseils, et les ressources et le personnel nécessaires pour étendre le modèle à l'ensemble du territoire ne sont actuellement pas disponibles. Après une évaluation approfondie, nous avons choisi de revoir notre approche et de créer un cadre participatif répondant aux besoins d'une démocratie locale dynamique et diversifiée, établissant un lien solide entre les habitants et l'hôtel de ville afin de garantir que les priorités spécifiques des communautés soient efficacement prises en compte. Ce nouveau cadre « Fix » est conçu pour ancrer une participation robuste et durable dans nos quartiers. Il redéfinit les conseils de quartier en les intégrant dans des réseaux participatifs développés de manière organique, créant ainsi une structure pragmatique mais permanente pour la participation citoyenne.

Solution

Bruxelles vise à mettre en place un mécanisme participatif plus léger et plus inclusif, favorisant une large participation citoyenne dans les dix quartiers de la ville. Pour y parvenir, les assemblées de quartier bruxelloises tiendront deux fois par an une réunion générale en présence de plusieurs

échevins ou du bourgmestre, maintenant ainsi un lien direct avec l'hôtel de ville. En outre, des réunions seront organisées à la demande et de manière flexible lorsque cela sera nécessaire. Cette approche crée un mécanisme évolutif garantissant une couverture effective des dix quartiers de la ville. Ces réunions, connues sous le nom d'Assemblées de quartier, permettront d'identifier les défis locaux et de concevoir ensemble des solutions concrètes à soumettre aux élus. Le processus se déroule en quatre phases. Premièrement, une campagne de communication multicanal informe chaque habitant et l'invite à participer, soit en prenant part à la consultation, soit en se portant volontaire pour devenir membre de l'assemblée. Deuxièmement, une consultation à l'échelle de la ville recueille les préoccupations par une approche double, combinant la participation en ligne via la plateforme numérique et les contacts en personne pour garantir l'accessibilité et l'inclusion. Troisièmement, une assemblée citoyenne est constituée par sélection aléatoire de volontaires, qui collaborent avec la Ville pour traduire les résultats de la consultation en propositions concrètes. Enfin, après une dernière phase de retour des citoyens, les recommandations les plus pertinentes sont évaluées et soumises aux élus locaux pour une analyse de faisabilité et une éventuelle mise en œuvre.

Impact

Pour les citoyens, ce processus offre une implication accrue dans la prise de décision locale, contribuant à un sentiment renforcé d'appartenance et d'émancipation. La transparence à chaque étape, ainsi que la consultation, le tirage au sort et la formulation de recommandations, aident à renforcer la confiance dans les institutions publiques. Le processus garantit que les préoccupations locales telles que la mobilité, la propreté, la sécurité et les espaces verts sont directement abordées, tandis que les solutions élaborées collectivement sont étroitement alignées sur la réalité de chaque quartier. Pour la Ville de Bruxelles, ce mécanisme fournit aux élus un aperçu précis et actualisé des perspectives citoyennes pour soutenir leur prise de décision. Les recommandations structurées issues de ce processus appuient à la fois la planification stratégique et budgétaire. Enfin, la création d'un espace spécifique de dialogue contribue à réduire les tensions et à renforcer la cohésion sociale entre les différents quartiers de la ville.

Mise en œuvre

La première série de réunions débutera en 2026 et se concentrera sur le centre-ville de Bruxelles, avec une attention particulière pour les quartiers qui n'ont pas bénéficié des conseils précédents. Cette phase initiale comprendra trois réunions organisées sur une période de deux mois et demi à trois mois. Durant le premier mois, une campagne de communication sera menée en parallèle d'une consultation ouverte, à la fois en ligne et en présentiel. Le deuxième mois sera consacré à la préparation et aux réunions, en veillant à ce que les participants disposent des informations nécessaires pour formuler des recommandations concrètes. Au cours du troisième mois, les propositions seront hiérarchisées et présentées par l'Échevin de la Participation citoyenne aux élus locaux. Ensuite, d'autres séries suivront, avec pour objectif d'organiser des réunions dans les dix quartiers avant la fin de l'année.

Soutien

Le bourgmestre et les échevins s'engagent à suivre les recommandations des citoyens. Le service Participation citoyenne est responsable de la gestion de l'ensemble du processus. Les différents services communaux fourniront des informations essentielles sur les sujets abordés lors des réunions. Les associations locales contribueront à faire connaître l'initiative auprès de leurs membres et encourageront les habitants à participer à la vie de leur quartier.

Lien vidéo

Vidéo de présentation

Images

Dimension démocratique

Communauté

Idée de projet – 3

Titre

Chrono-Urbanisme : Ouverture des infrastructures publiques en dehors des horaires habituels

À Bruxelles, une grande partie des infrastructures publiques, telles que les écoles, les bâtiments administratifs, les salles de sport, les salles de réunion, les laboratoires informatiques et les équipements culturels, reste inutilisée en soirée, le week-end et pendant les vacances. Cette sous-utilisation représente une opportunité manquée dans une ville où les quartiers ont de plus en plus besoin d'équipements locaux accessibles. Malgré un inventaire des bâtiments, la Ville ne dispose pas encore des outils ou des processus nécessaires pour permettre un usage multifonctionnel ou une gestion partagée. Plusieurs obstacles freinent les progrès : les inventaires des bâtiments manquent de détails sur les infrastructures internes et les configurations ; les responsabilités sont fragmentées entre les services (par exemple, une salle de sport scolaire ne peut être utilisée par le service des sports sans une coordination complexe) ; et il n'existe aucun modèle opérationnel ou politique transversal pour la gestion partagée. Les exigences de sécurité, les questions d'assurance et les préoccupations liées aux nuisances compliquent encore la situation. Il n'existe pas de système numérique uniforme pour les réservations, la gestion des risques, l'enregistrement des usages ou la tarification équitable. Le résultat est un fossé important entre les besoins des citoyens en espaces intérieurs accessibles et la disponibilité réelle des infrastructures publiques.

Conformément à la proposition bruxelloise pour un nouveau chrono-urbanisme (ville à 10 minutes), un projet pilote sera lancé dans un bâtiment sélectionné (par exemple, une école avec salle de sport et espaces polyvalents). Le projet testera un nouveau modèle de gouvernance, l'intégration dans le quartier, des solutions de sécurité et des outils numériques. La solution comprend plusieurs composantes : la première consiste en une cartographie détaillée du parc immobilier public, incluant les plans, l'inventaire des équipements et les schémas d'utilisation, afin d'identifier et de prioriser les bâtiments présentant le plus grand potentiel. La deuxième est un nouveau modèle de gouvernance transversal, développé conjointement par des services tels que l'enseignement, le sport, la culture, l'administration, la gestion des bâtiments, l'informatique et les finances. Ce modèle définit les règles de gestion partagée, les responsabilités et les processus décisionnels. La troisième est un système d'accès sécurisé et convivial, adapté aux différents groupes d'utilisateurs et types de bâtiments. La quatrième est un système numérique de réservation, de suivi et de tarification, permettant aux citoyens, associations et services municipaux de réserver des espaces de manière transparente. Cette approche transforme les bâtiments publics en équipements flexibles et multifonctionnels qui soutiennent la vie des quartiers.

Impact

Pour les habitants, cette initiative offre un accès direct aux équipements du quartier en soirée et le week-end, réduisant ainsi le temps de déplacement et renforçant le concept de la ville à dix minutes. Elle crée également davantage d'opportunités dans les domaines du sport, de la culture, de l'éducation numérique, des activités sociales et des initiatives communautaires. L'accès devient plus inclusif pour les personnes ayant des horaires de travail irréguliers, les jeunes, les familles et les associations locales. Cette approche favorise aussi le sentiment d'appartenance grâce à une utilisation plus intensive des espaces publics locaux. Pour l'administration, le modèle fournit un cadre opérationnel transversal éprouvé pour la gestion des bâtiments multifonctionnels. Il renforce la confiance et la collaboration entre les services et permet une utilisation plus efficace des ressources publiques, réduisant ainsi la nécessité de nouvelles infrastructures coûteuses. Une analyse basée sur les données des schémas d'utilisation soutient les futurs investissements, tandis que l'allocation budgétaire et le partage des coûts pour l'entretien et la sécurité sont clarifiés. Pour la ville dans son ensemble, cette

initiative contribue à la réalisation de la vision du bourgmestre d'une ville polycentrique à dix minutes. Elle réduit l'impact écologique en évitant de nouveaux projets de construction et en limitant les besoins de mobilité. Parallèlement, elle renforce les activités locales, ce qui favorise la cohésion sociale dans les quartiers. Enfin, la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques sont améliorées.

Mise en œuvre

Le projet commence par la sélection d'un bâtiment pilote combinant différentes fonctions et groupes d'utilisateurs. La mise en œuvre débute par un audit technique et spatial (élaboration d'un plan intérieur détaillé, catalogage des équipements, analyse de l'occupation actuelle et évaluation des conditions de sécurité), suivi d'ateliers de co-conception réunissant les gestionnaires de bâtiments, les services municipaux, les associations et les habitants pour définir la gouvernance, les règles, la planification et les structures tarifaires. Après le test d'un prototype (installation de systèmes d'accès numériques, essais d'ouverture en soirée et évaluation des mesures de sécurité), le projet pilote est lancé, ce qui permet d'évaluer la stratégie et de la déployer à plus grande échelle : les enseignements sont identifiés, le modèle est affiné et une feuille de route est élaborée pour étendre le chrono-urbanisme à d'autres sites.

Soutien

Le succès du défi du chrono-urbanisme nécessite une forte coordination politique, car la gestion des bâtiments scolaires et des équipements sportifs et autres implique plusieurs échevins et directions. L'expertise en innovation de l'i-team est également essentielle, notamment en matière de conception, d'engagement des parties prenantes et de réorganisation organisationnelle. Une collaboration étroite avec les équipes informatiques et de sécurité est indispensable pour la gestion des systèmes d'accès numériques. Une expertise juridique est requise pour la rédaction des contrats, des règles d'assurance et des cadres de responsabilité. L'apport des habitants est crucial pour comprendre les besoins, anticiper les nuisances potentielles et valider les mesures d'atténuation. La modélisation financière garantit une répartition transparente des coûts et des revenus entre les différents services. Enfin, une stratégie de communication claire soutient la confiance, la sensibilisation et la bonne utilisation du système.

Lien vidéo

Vidéo de présentation

Images

Dimension démocratique

Communauté

Idée de projet – 4

Titre

Exploiter le potentiel des bâtiments vacants dans la Ville de Bruxelles

La Ville de Bruxelles est confrontée à un problème persistant et coûteux : un nombre considérable de bâtiments vacants reste inutilisé, malgré le besoin urgent de logements abordables et d'infrastructures socio-économiques. La ville compte 281 immeubles résidentiels vacants, représentant environ 900 unités d'habitation inutilisées, ainsi que de grands bâtiments non résidentiels également inoccupés. Ces biens se dégradent rapidement, génèrent des nuisances, réduisent le sentiment de sécurité des habitants (en raison du manque de vie dans le quartier) et accentuent la pression sur les zones périphériques, contribuant à l'étalement urbain, à l'imperméabilisation des sols et à une consommation accrue de ressources. Plusieurs obstacles structurels entravent actuellement une action efficace : le registre foncier est incomplet et n'est pas mis à jour en continu ; le partage des données est fragmenté par des silos administratifs ; et les services agissent de manière indépendante (urbanisme, gestion du patrimoine, finances, ordre public), chacun abordant la question selon ses

compétences sans prise de décision commune. Les approches actuelles peinent également à concilier les contraintes légales (par exemple RGPD, accès aux données des services publics), la difficulté à mobiliser les propriétaires privés et le manque de coordination avec des partenaires externes tels que les fournisseurs d'énergie ou les agences régionales. Le résultat est une perte coûteuse d'opportunités pour la ville et ses habitants.

La solution proposée consiste à concevoir et tester un nouveau modèle opérationnel transversal pour identifier, évaluer et réactiver les bâtiments vacants, en utilisant un site pilote comme expérimentation réelle. L'i-team travaillera de manière interservices pour co-crée un processus commun, basé sur cinq composantes. La première est un inventaire renforcé et mis à jour en continu, enrichi par de nouvelles sources de données telles que les fournisseurs d'énergie, les signalements des habitants et les outils numériques. La deuxième est un modèle de flux de travail interservices et un cadre décisionnel uniforme, définissant les rôles et responsabilités pour évaluer le potentiel des bâtiments – y compris pour des fonctions résidentielles, commerciales, culturelles et sociales – et pour sélectionner les options de réutilisation les plus appropriées, en tenant compte des critères sociaux, économiques, écologiques et juridiques. La troisième concerne de nouvelles formes de collaboration adaptées au type de bâtiment, incluant l'occupation temporaire, le droit de gestion publique, les partenariats avec des coopératives ou des ONG, les modèles Community Land Trust et des solutions simples pour des usages à court terme. La quatrième est une approche centrée sur les citoyens, leur permettant de signaler des bâtiments vacants, de proposer des idées et de participer à la programmation des usages futurs. Ce nouveau modèle transforme le problème des bâtiments vacants en une opportunité pour enrichir les quartiers, sans consommer de nouveaux terrains.

Impact

Pour les habitants, l'impact inclut de meilleures conditions de vie dans les quartiers grâce à la rénovation des bâtiments, moins de dégradation et davantage d'activité au niveau de la rue. Ils bénéficient également d'une plus grande disponibilité de logements abordables ainsi que d'espaces culturels, sociaux et commerciaux. La transparence est améliorée grâce à un registre public partagé, permettant aux habitants de signaler les bâtiments vacants et de suivre l'avancement des projets. La cohésion sociale dans le quartier est renforcée par la cocréation et la programmation participative. Pour l'administration, le modèle offre un processus transversal testé et reproductible pour repérer, évaluer et réutiliser les bâtiments vacants. La gouvernance des données est améliorée, ce qui permet de mettre à jour en continu l'inventaire et de partager les informations entre les différents services. De nouvelles pratiques de collaboration interne brisent les silos et renforcent la confiance entre les services. L'approche démontre également comment une innovation itérative basée sur le design peut résoudre des problématiques urbaines complexes. Pour la ville dans son ensemble, cette initiative contribue à réduire l'étalement urbain et l'imperméabilisation des sols. Elle renforce la diversité socio-économique dans les quartiers et accroît leur attractivité locale. La ville augmente sa capacité à réaliser des priorités stratégiques, notamment en matière de logement, de durabilité, de proximité et d'inclusion.

Mise en œuvre

La mise en œuvre commence par la sélection d'un bâtiment vacant comme projet pilote, choisi pour son potentiel à tester la collaboration entre plusieurs services et acteurs locaux. Les étapes suivantes comprennent la consolidation complète des données, une évaluation sur le terrain, la cartographie des parties prenantes et l'identification des contraintes, suivies d'une phase de co-conception avec les services concernés, les habitants et les exploitants potentiels afin de définir les options de réutilisation et les modèles opérationnels. Ensuite, les nouveaux éléments de workflow sont testés et une occupation temporaire ou une réouverture progressive du bâtiment est réalisée pour tester la gouvernance, les contrats, les procédures de sécurité et la communication. Pour assurer le suivi et l'évaluation, nous collectons les enseignements, affinons le processus transversal et établissons des lignes directrices pour un déploiement à plus grande échelle.

Soutien

Ce défi nécessite un fort soutien politique pour favoriser la coordination entre les différents services. Il requiert également un engagement en matière d'innovation, notamment par la création d'une équipe i-team chargée de gérer le processus et de concevoir de nouveaux modèles de gouvernance. Une expertise juridique est indispensable pour explorer des formes de collaboration flexibles et clarifier la réglementation. Le soutien en matière de données et d'informatique est essentiel pour renforcer l'inventaire, gérer les flux d'informations et permettre des outils de signalement sécurisés pour les citoyens. L'implication des partenaires locaux, y compris les associations de quartier, les acteurs culturels, les fournisseurs d'énergie, les agences régionales et les acteurs de l'économie sociale, est nécessaire pour garantir la faisabilité et la légitimité. Des canaux de communication clairs sont indispensables pour instaurer la confiance, informer les habitants et encourager leur participation. Avec ce soutien, Bruxelles peut transformer ses bâtiments vacants en catalyseurs de rénovation urbaine et d'inclusion sociale.

Lien vidéo

Vidéo de présentation

Images

Dimension démocratique

Communauté